

autres résultant de l'existence de son réseau d'irrigation.

Les mesures de prophylaxie seront applicables sur toute l'étendue du réseau d'irrigation.

5. — Les infractions aux dispositions de la présente ordonnance seront punies d'une peine d'un mois de *servitude pénale* et d'une amende de 1,000 F ou d'une de ces peines seulement.

Sur l'avis de l'autorité sanitaire, il pourra être procédé d'office, aux frais des intéressés, à la démolition ou à l'aménagement des installations illégales ou insalubres si le contrevenant ne les a pas exécutés dans les délais prescrits par cette autorité.

— Le nouveau Code pénal (D.L. n° 2177 du 18.8.1977) a remplacé la servitude pénale par l'emprisonnement comme peine privative de liberté.

Ils délivreront à chaque déposant un bon indiquant l'espèce et la quantité de semences déposées. Ils remettront les dépôts sur production des bons. Ils tiendront à jour la liste des dépôts.

3. — Les réserves minima tant en semences qu'en vivres, imposées par le Décret du 3 décembre 1927, autres que les réserves de semences constituées en greniers de *chefferies* ou *sous-chefferies*, devront être produites à l'inspection des agents de l'autorité, à toute réquisition.

— Voy. note sub art. 1^{er}.

4. — Les réserves de semences en grenier de *chefferie* ou *sous-chefferie* ne pourront être remises aux déposants et les réserves de vivres entamées qu'aux époques qui seront indiquées par les fonctionnaires ou agents du service territorial.

5. — Toute infraction aux dispositions du présent règlement sont passibles des peines prévues à l'article 4 du Décret du 3 décembre 1927.

— Voy. note sub art. 1^{er}.

6. — Le Règlement n° 87 du 11 août 1931 est abrogé.

7. — Les *administrateurs territoriaux* et leurs adjoints sont chargés de l'exécution du présent règlement qui entrera en vigueur le jour même de sa publication par voie d'affichage.

Proclamation en sera faite en langue swahili et en langue *indigène* dans toutes les *chefferies*.

24 AOÛT 1932 — R.R.R. n° 104. Réserves de semences. (B.O.R.U., 1932, p 202).

1. — Dans les *chefferies* et *sous-chefferies* qui seront déterminées par les *administrateurs territoriaux* ou leurs adjoints, pour les espèces qu'ils détermineront et pour les quantités qu'ils indiqueront, les réserves de semences que les *indigènes* sont tenus de se constituer en vertu du Décret du 3 décembre 1927, seront entreposées dans des greniers communs.

— Il faut lire 3.12.1927 et non pas 3.12.1928, il s'agit de l'O.L. du 20.8.1927 approuvée par le D. du 3.12.1927.

2. — Les *chefs* et *sous-chefs* de ces régions pourront réquisitionner leurs administrés pour la construction et l'entretien de ces greniers.

Ils en assureront la surveillance et prendront les mesures nécessaires pour la bonne conservation des graines emmagasinées.